



Déclaration formation spécialisée départementale du 4 décembre 2025

Monsieur le Dasen,

Mesdames et messieurs les membres de la formation spécialisée,

Toute éducation est politique, et quand une politique s'inscrit dans une logique exclusivement économique, elle oublie l'humain. Notre Ecole manque d'humanité. Le suivi des fiches SST manque d'humanité.

Quelles réponses vraiment satisfaisantes sont apportées aux collègues?

Les mêmes situations, qui sont dénoncées depuis des mois, voire des années, ne font que s'aggraver. Ce n'est pas un avis : c'est un constat. Constat qui démontre la vanité de ces instances où l'on feint d'entendre nos inquiétudes et nos demandes, tandis que rien n'est entrepris pour stopper la machine à broyer l'Education nationale - que chaque ministre désormais éphémère et peu concerné s'emploie à conduire avec zèle.

En effet, le système est de plus en plus maltraitant envers ses personnels. Les politiques mises en place et imposées dans une impréparation - voire une méconnaissance - totale nous nuisent, nous affaiblissent dans nos missions.

Alors nous remplissons des fiches, parfois des demandes de protection fonctionnelle, mais les appels à l'aide ne trouvent aucun écho.

Concernant les résultats du Baromètre Sur la qualité de vie et les conditions de travail en 2025, les personnels qui étaient au départ volontaires pour répondre aux 90 questions le sont aujourd'hui de moins en moins (il y a un effet une baisse de 18 % des répondants), car nombreux sont ceux qui ont le sentiment qu'il n'y a pas de réelle prise en compte de ce qu'ils expriment. Quelques chiffres : 43 % des personnels ayant répondu ont subi l'année scolaire passée au moins une agression physique ou verbale dans le cadre de leur fonction, les deux tiers des répondants trouvent que leur travail manque de reconnaissance, 65 % affirment que la température de leur local est totalement inadaptée .

La situation est indiscutable : L'Ecole est malade. Ses personnels souffrent. Ses élèves avec. Et notre société toute entière, qui se construit à travers elle, n'est pas en reste.

FO ne cesse de le rappeler : tant qu'il n'y aura pas une augmentation significative de postes et de moyens, jamais nous ne pourrons atteindre nos objectifs d'une Ecole, si ce n'est ambitieuse, au moins qui fonctionne à minima...

Pour trouver des moyens, en premier lieu, il faudrait se tourner du côté des subventions à l'Ecole privée, qui, au-delà de la loi Debré, s'élèvent à une somme comprise entre 12 et 15 milliards d'euros chaque année. FO l'exige: l'argent public à l'Ecole publique, l'argent privé, à l'Ecole privée! Ne parlons pas du budget d'austérité. Oui, l'austérité, c'est surtout pour les services publics, c'est aussi la remise en cause de nos droits à la retraite, à la sécurité sociale. Une attaque en règle de notre modèle social.

FO se demande ainsi à quel moment nos dirigeants vont se réveiller quant à la santé de leurs personnels qu'ils envoient droit dans le mur, tout en les maintenant en grande souffrance le plus longtemps possible... À rebours de la responsabilité de l'employeur concernant la santé et la sécurité des personnels!

Employeur qui joue sur la faculté de résilience des profs, sur leur conscience professionnelle. Les fiches SST nous parviennent, les témoignages des collègues nous effraient : c'est indéniable, l'inclusion sans moyens dédiés fait des ravages dans les classes! Trop d'enseignants ne peuvent plus exercer leur métier correctement, des élèves ont peur, des aesh sont épuisé(e)s: toute la communauté éducative pâtit des manquements de l'Institution! C'est très grave car la situation devient souvent intenable et les "solutions" sont absolument insatisfaisantes. Vous le savez, plus des trois quarts des fiches SST sont consacrées à ce sujet mais l'on continue à jouer les aveugles face à une situation qui devient explosive. Nous sommes parvenus au bout du système, la réalité est là. La mise en place des PAS envers et contre tous, quand on sait que ces derniers auront pour finalité de détériorer encore la prise en charge des plus fragiles, avec une mutualisation des moyens qui ne fera que diluer l'aide apportée aux élèves à besoins particuliers et aux enseignants totalement démunis, est une attaque supplémentaire contre nos conditions de travail. Seuls ceux qui sont obligés de mettre cette politique en place se réjouissent et vantent ces PAS en niant la réalité du terrain.

Quand on lit dans des rapports d'inspecteurs généraux des finances et d'inspecteurs généraux de l'Education nationale sur l'Ecole inclusive qu'il "faut sortir du tout aide humaine", et qu'il faut "former les enseignants" afin de pallier le manque d'aesh et de soins!!!...On ne fait qu'ajouter au mépris que nous subissons de la part de notre Institution qui se moque des conditions de travail de ses personnels, lesquels doivent "fonctionner" à tout prix.

Non, ne nous proposez pas de formations pour résoudre la question de l'inclusion, lesquelles ne feraient qu'entériner que l'on peut se passer de moyens efficaces, comme des personnels spécialisés, moyens auxquels on s'attaque cyniquement via la suppression des postes dédiés. L'Ecole a besoin de personnels du médico social et de places en ESMS de manière urgente.

Quant aux AESH, nous rappelons qu'elles sont des agents de l'Etat, il est temps de leur permettre de gagner un traitement digne pour leur travail. Il est temps de mettre un terme à la souffrance au travail qu'elles subissent mais qu'elles n'osent pas toujours dénoncer, prises au piège de leur précarité et de leur fragilité entretenues par une Institution qui les exploite.

Elles sont pourtant devenues un rouage essentiel de l'Ecole. Ce sont essentiellement des femmes, et elles sont déconsidérées. Avec la mutualisation, on leur impose des conditions de travail toujours plus difficiles. Avec les suppressions de moyens, de places, on leur impose des enfants qui manifestent parfois une violence ingérable. On les met en danger sciemment. Mais on continue....Il ne sera plus temps et il sera indécent, lorsque surviendra un fait extrêmement grave, d'exprimer toute la considération et le souci de la hiérarchie pour les conditions de travail de ces personnels.

Tout comme nous sommes lassés de la grande hypocrisie déployée à travers des actions de communication pour promouvoir des dispositifs comme "Phare", par exemple, censé lutter contre le harcèlement subi par des élèves, alors que l'on enlève depuis des années tous les personnels qualifiés qui pourraient aider efficacement ces enfants! Il y a 900 médecins scolaires pour 12 millions d'élèves en France, soit un médecin pour 13 333 élèves...On les espère efficaces.

Selon les grands mots de nos dirigeants, "nous sommes les garants indéfectibles des valeurs républicaines de l'Ecole"...mais malheureusement pour nous: inscrits dans la réalité de ce que cette Institution nous permet de faire, avec des moyens plus que limités.

Alors que notre employeur-doit-on le rappeler- est non seulement le garant de notre sécurité mais aussi de notre santé physique et mentale.

Nous exprimons donc à nouveau notre lassitude et notre colère face à toutes ces instances ou ces G.T. chapeautés par l'Administration et dont nous dénonçons, encore une fois, la vanité et la

vacuité. Nous y perdons plus un temps précieux que nous n'y trouvons de "solutions" ou d'écoute réelle.

Vos personnels ne peuvent être épanouis alors qu'ils assistent à la destruction de l'Ecole publique et à la dégradation croissante de leurs conditions de travail. Nous avons évoqué ici l'inclusion, mais nombreux sont les motifs de mal-être au travail : les contre-réformes permanentes et imposées en dépit du bon sens sont sans cesse à l'œuvre.

Que dire par exemple du Parcours Y en terminale professionnelle, qui affaiblit l'enseignement professionnel, et qui a généré des taux d'absentéisme s'élevant à 100 % dans certaines filières. Il a induit en outre une surcharge de travail conséquente pour les professeurs et les chefs d'établissement qui ont dû s'adapter, en l'absence de cadrage. Les élèves de terminale professionnelle ont perdu 169 heures de cours via cette réforme, alors qu'ils sont ceux qui ont le plus besoin d'école. C'est l'ambition républicaine de la formation professionnelle sous statut scolaire qui est ici mise en péril. Le rapport de l'Assemblée nationale publié en juillet dernier sur cette réforme de l'enseignement professionnel qualifie le Parcours Y de « vecteur de chaos ». Et, c'est nous, communauté éducative, sur le terrain, qui devons perpétuellement subir l'irresponsabilité, le cynisme ou l'incompétence des décisionnaires.

"Si vous pensez que l'éducation est chère, essayez l'ignorance" disait Derek Bok, l'ancien président de l'université de Harvard et aussi avocat. Voilà le projet dangereux dans lequel nous engagent nos politiques.

Politiques qui fatiguent et usent nos vocations. Oui, il nous arrive encore de vivre des moments "suspendus" dans la classe où nous nous rappelons pourquoi nous avons choisi ce métier. Mais le système et ses défaillances orchestrées nous soustraient vite à ce rêve, et à cette trêve seulement fugitifs...

Merci pour votre écoute

